

Institut Friedman : Non aux nouvelles sanctions de l'UE sur les engrais, nuisibles à l'économie européenne et inutiles pour la paix

L'Institut Milton Friedman, qui s'inspire par les principes du libre marché promus par le lauréat américain du prix Nobel, s'oppose fermement à la proposition de nouvelles sanctions européennes sur les importations d'engrais russes ou des intrants nécessaires à leur production, tels que le gaz naturel et l'ammoniac.

Ces mesures, proposées dans le cadre du nouveau paquet de sanctions de l'UE, représentent une forme d'interventionnisme étatique nuisible qui fausse les mécanismes du marché, pénalise les agriculteurs, les entreprises et les consommateurs européens, et risque de provoquer de graves dommages économiques auto-infligés, sans apporter de contribution concrète à la résolution du conflit en Ukraine.

Dans un contexte de tensions mondiales croissantes et d'incertitude commerciale profonde, de nouvelles restrictions sur les engrais russes auraient des effets fortement négatifs sur l'économie européenne. La Russie est l'un des principaux fournisseurs mondiaux d'engrais, et l'Union européenne dépend de Moscou pour plus de 25 % de ses importations. Une interruption forcée de ces approvisionnements entraînerait une hausse immédiate des prix : l'expérience récente montre que des mesures similaires peuvent se traduire par des augmentations allant jusqu'à 80 % à court terme, comme ce fut déjà le cas en 2022, lorsque les prix de la potasse ont augmenté de plus de 50 % en quelques mois seulement.

Le 20^e paquet de sanctions de l'UE propose également une nouvelle réduction des importations d'énergie russe (par l'interdiction du recours aux services de transport maritime) ainsi que des plafonds ou des quotas sur les importations d'ammoniac. Ensemble, ces mesures auront un impact significatif sur la production d'engrais azotés en Europe. Le gaz naturel est un intrant essentiel pour la production d'ammoniac, lui-même composant clé des engrais azotés. Restreindre simultanément ces ingrédients essentiels fera grimper le coût des engrais. Au cours des 12 derniers mois, [les prix de l'ammoniac ont fortement augmenté](#), et la récente hausse des prix du gaz exerce une [pression supplémentaire à la hausse](#).



Les engrais représentent un poste de coût crucial pour l'agriculture européenne. En moyenne, ils comptent pour environ 6 % des coûts totaux de production, mais dans des pays comme la France et l'Italie, cette part peut approcher 14 % pour certaines cultures céréalières. Une nouvelle hausse des prix mettrait sous pression les marges des agriculteurs, incapables d'absorber des chocs de cette ampleur, réduisant la rentabilité, décourageant les semis et entraînant des baisses de production et de rendement.

L'impact s'étendrait rapidement à l'ensemble de la chaîne de valeur. Selon les estimations du Fond monétaire international, une hausse de 10 % des prix des engrais génère une augmentation d'environ 7 % des prix des céréales au trimestre suivant. Dans une Europe où les prix des engrais sont déjà environ 20 % plus élevés qu'en 2024, des sanctions supplémentaires risquent d'alimenter une nouvelle vague d'inflation sur les produits alimentaires de base, touchant directement les ménages et les consommateurs.

Un autre effet critique serait la perte de compétitivité de l'agriculture européenne. Alors que les producteurs de l'UE feraient face à des coûts plus élevés, les concurrents non européens continueraient d'accéder aux intrants agricoles à des prix inférieurs. Cela favoriserait la hausse des importations et la baisse des exportations, comme on l'a déjà observé en 2022, lorsque la flambée des coûts de production a conduit, par exemple, à une augmentation de 34 % des importations de sucre et à un effondrement de 31 % des exportations européennes.

Le risque est particulièrement aigu à la lumière des récents accords de libre-échange, notamment l'accord UE–Mercosur: des sanctions sur les engrais amplifieraient des déséquilibres concurrentiels totalement artificiels, favorisant des producteurs non européens plus efficaces précisément au moment où les coûts des agriculteurs européens seraient artificiellement augmentés.

